LE DÉSÉQUILIBRE POLITIQUE

Chapitre I. L'évolution de l'idéal

J'ai, souvent, étudié au cours de mes livres le rôle prépondérant de l'idéal dans la vie des peuples. Il me faut cependant y revenir encore, car l'heure présente s'affirme de plus en plus comme une lutte d'idéals contraires. Devant les anciens idéals religieux et politiques dont la puissance a pâli se dressent, en effet, des idéals nouveaux qui prétendent les remplacer.

L'histoire montre facilement qu'un peuple, tant qu'il ne possède pas des sentiments communs, des intérêts identiques, des croyances semblables, ne constitue qu'une poussière d'individus, sans cohésion, sans durée et sans force.

L'unification qui fait passer une race de la barbarie à la civilisation s'accomplit par l'acceptation d'un même idéal. Les hasards des conquêtes ne le remplacent pas.

Les idéals susceptibles d'unifier l'âme d'un peuple sont de nature diverse : culte de Rome, adoration d'Allah, espoir d'un paradis, etc. Comme moyen d'action leur efficacité est la même dès qu'ils ont conquis les cœurs.

Avec un idéal capable d'agir sur les âmes un peuple prospère. Sa décadence commence quand cet idéal s'affaiblit. Le déclin de Rome date de l'époque où les Romains cessèrent de vénérer leurs institutions et leurs dieux.

***

L'idéal de chaque peuple contient des éléments très stables, l'amour de la patrie, par exemple, et d'autres qui varient d'âge en âge, avec les besoins matériels, les intérêts, les habitudes mentales de chaque

époque.

À ne considérer que la France, et depuis une dizaine de siècles seulement, il est visible que les éléments constitutifs de son idéal ont souvent varié. Ils continuent à varier encore.

Au moyen âge, les éléments théologiques prédominent, mais la féodalité, la chevalerie, les croisades, leur donnent une physionomie spéciale. L'idéal reste cependant dans le ciel, et orienté par lui.

Avec la Renaissance, les conceptions se transforment. Le monde antique sort de l'oubli et change l'horizon des pensées. L'astronome l'élargit en prouvant que la terre, centre supposé de l'univers, n'est qu'un astre infime perdu dans l'immensité du firmament. L'idéal divin persiste, sans doute, mais il cesse d'être unique. Beaucoup de préoccupations terrestres s'y mêlent. L'art et la science dépassent parfois en importance la théologie.

Le temps s'écoule et l'idéal évolue encore. Les rois, dont papes et seigneurs limitaient jadis la puissance, finissent par devenir absolus. Le XVIIe siècle rayonne de l'éclat d'une monarchie qu'aucun pouvoir ne conteste plus. L'unité, l'ordre, la discipline, règnent dans tous les domaines. Les efforts autrefois dépensés en luttes politiques se tournent vers la littérature et les arts qui atteignent un haut degré de splendeur.

Le déroulement des années continue et l'idéal subit une nouvelle évolution. À l'absolutisme du XVIIe siècle succède l'esprit critique du XVIIIe. Tout est remis en question. Le principe d'autorité pâlit et les anciens maîtres du monde perdent le prestige d'où dérivait leur force. Aux anciennes classes dirigeantes : royauté, noblesse et clergé, en succède une autre qui conquiert tous les pouvoirs. Les principes qu'elle proclame, l'égalité surtout, font le tour de l'Europe et transforment cette dernière en champ de bataille pendant vingt ans.

Mais comme le passé ne meurt que lentement dans les âmes les idées anciennes renaissent bientôt. Idéals du passé et idéals nouveaux entrent en lutte. Restaurations et révolutions se succèdent pendant près d'un siècle.

Ce qui restait des anciens idéals s'effaçait cependant de plus en plus. La catastrophe dont le monde a été récemment bouleversé fit pâlir encore leur faible prestige. Les dieux, visiblement impuissants à orienter la vie des nations, sont devenus des ombres un peu oubliées.

S'étant également montrées impuissantes, les plus antiques monarchies se virent renversées par les fureurs populaires. Une fois

encore l'idéal collectif se trouva transformé.

Les peuples déçus cherchent maintenant à se protéger eux-mêmes. À la dictature des dieux et des rois, ils prétendent substituer celle du prolétariat.

Ce nouvel idéal se formule, malheureusement pour lui, à une époque où, transformé par les progrès de la science, le monde ne peut plus progresser que sous l'influence des élites. Il importait peu jadis à la Russie de ne pas posséder les capacités intellectuelles d'une élite. Aujourd'hui, le seul fait de les avoir perdues l'a plongée dans un abîme d'impuissance.

Une des difficultés de l'âge actuel résulte de ce qu'il n'a pas encore trouvé un idéal capable de rallier la majorité des esprits.

Cet idéal nécessaire, les démocraties triomphantes le cherchent mais ne le découvrent pas. Aucun de ceux proposés n'a pu réunir assez d'adeptes pour s'imposer.

Dans l'universel désarroi, l'idéal socialiste essaye d'accaparer la direction des peuples mais étranger aux lois fondamentales de la psychologie et de la politique, il se heurte à des barrières que les volontés ne franchissent plus. Il ne saurait donc remplacer les anciens idéals.

***

Dans une des cavernes rocheuses dominant la route de Thèbes, en Béotie, vivait jadis, suivant la légende, un être mystérieux proposant des énigmes à la sagacité des hommes, et condamnant à périr ceux qui ne les devinaient pas.

Ce conte symbolique traduit clairement le fatal dilemme : deviner ou périr, qui a tant de fois surgi aux phases critiques de l'histoire des nations. Jamais peut-être, les grands problèmes dont la destinée des peuples dépend, ne furent plus difficiles qu'aujourd'hui.

Bien que l'heure d'édifier un idéal nouveau n'ait pas sonné il est déjà possible cependant de déterminer les éléments devant entrer dans sa structure, et ceux qu'il faudra nécessairement rejeter. Plusieurs pages de notre livre seront consacrées à cette détermination.

Chapitre II. Conséquences politiques des erreurs de

Le défaut de prévision d'événements prochains et l'inexacte observation d'événements présents furent fréquents pendant la guerre et depuis la paix.

L'imprévision s'est révélée à toutes les périodes du conflit. L'Allemagne n'envisagea ni l'entrée en guerre de l'Angleterre, ni celle de l'Italie, ni surtout celle de l'Amérique. La France ne prévit pas davantage les défections de la Bulgarie et de la Russie, ni d'autres événements encore.

L'Angleterre ne montra pas une perspicacité plus grande. J'ai rappelé ailleurs que, trois semaines avant l'armistice, son ministre des affaires étrangères, ne soupçonnant nullement la démoralisation de l'armée allemande, assurait dans un discours que la guerre serait encore très longue.

La difficulté de prévoir des événements même rapprochés se conçoit ; mais celle qu'éprouvent les gouvernants à savoir ce qui se passe dans des pays où ils entretiennent à grands frais des agents chargés de les renseigner est difficilement compréhensible.

La cécité mentale des agents d'information vient sans doute de leur impuissance à discerner le général dans les cas particuliers qu'ils peuvent observer.

En dehors des lourdes erreurs de psychologie qui nous coûtèrent la ruine de plusieurs départements mais dont je n'ai pas à m'occuper ici, plusieurs fautes, chargées de redoutables conséquences, ont été commises depuis l'armistice.

La première fut de n'avoir pas facilité la dissociation des différents États de l'Empire allemand, dissociation spontanément commencée au lendemain de la défaite.

Une autre erreur fut de favoriser une désagrégation de l'Autriche, que l'intérêt de la paix européenne aurait dû faire éviter à tout prix.

Une erreur moins importante mais grave encore fut d'empêcher l'importation en France des stocks accumulés par l'industrie allemande pendant la guerre.

***

Examinons l'engrenage des conséquences issues de ces erreurs.

La première fut capitale. Ainsi que je l'avais dit et répété, bien avant la conclusion du traité de paix, il eût été d'un intérêt majeur pour la sécurité du monde de favoriser la division de l'Allemagne en États politiquement séparés, comme ils l'étaient avant 1870.

La tâche se trouvait grandement facilitée, puisque l'Allemagne, après sa défaite, se divisa spontanément en plusieurs républiques indépendantes.

Cette séparation n'eût pas été du tout artificielle. C'est l'unité, au contraire, qui était artificielle, puisque l'Allemagne se compose de races différentes, ayant droit à une vie autonome, d'après le principe même des nationalités si cher aux Alliés.

Il avait fallu la main puissante de la Prusse et cinquante ans de caserne et d'école pour agréger en un seul bloc des pays séculairement distincts et professant les uns pour les autres une fort médiocre sympathie.

Seuls, les avantages de cette unité avaient pu la maintenir. Ces avantages disparaissant, elle devait s'écrouler. Ce fut d'ailleurs ce qui en arriva au lendemain de la défaite.

Favoriser une telle division, en attribuant de meilleures conditions de paix à quelques-unes des républiques nouvellement fondées, eût permis de stabiliser la dissociation spontanément effectuée.

Les Alliés ne l'ont pas compris, s'imaginant sans doute qu'ils obtiendraient plus d'avantages du bloc allemand que d'États séparés.

Maintenant, il est trop tard. Les gouvernants allemands ont profité des interminables tergiversations de la Conférence de la Paix pour refaire péniblement leur unité.

Elle est, actuellement, complète. Dans la nouvelle constitution allemande, l'Empire semble partagé en une série d'États libres et égaux. Simple apparence. Tout ce qui ressort de la législation appartient à l'Empire. Les États confédérés sont bien moins autonomes, en réalité, qu'ils ne l'étaient avant la guerre. Ne représentant que de simples provinces de l'Empire, ils restent aussi peu indépendants que le sont les provinces françaises du pouvoir central établi à Paris.

Le seul changement réel opéré dans la nouvelle unité allemande c'est que l'hégémonie exercée jadis par la Prusse ne lui appartient plus.

***

L'erreur politique consistant à favoriser la désagrégation de l'Autriche fut encore plus grave. Certes, l'Autriche était un empire vermoulu, mais il possédait des traditions, une organisation ; en un mot, l'armature que les siècles seuls peu-vent bâtir.

Avec quelques illusions en moins et un peu de sagacité en plus, la nécessité de conserver l'Empire d'Autriche fût nettement apparue.

L'Europe entrevoit déjà et verra de plus en plus ce, que lui coûtera la dissolution de l'Autriche en petits États sans ressources, sans avenir et qui à peine formés entrèrent en conflit les uns contre les autres.

C'est surtout en raison des nouvelles conflagrations dont tous ces fragments d'États menacent l'Europe, que le Sénat américain refusa d'accepter une Société des Nations qui pourrait obliger les États-Unis à intervenir dans les rivalités des incivilisables populations balkaniques.

La désagrégation de l'Autriche aura d'autres conséquences encore plus graves. Une des premières va être, en effet, d'agrandir l'Allemagne du territoire, habité par les neuf à dix millions d'Allemands représentant ce qui reste de l'ancien empire d'Autriche. Sentant leur faiblesse, ils se tournent déjà vers l'Allemagne et demandent à lui être annexés.

Sans doute, les Alliés s'opposent à cette annexion. Mais comment pourront-ils l'empêcher toujours puisque les Autrichiens de race allemande invoquent, pour réclamer leur annexion, le principe même des nationalités, c'est-à-dire le droit pour les peuples de disposer d'eux-mêmes, droit hautement proclamé par les Alliés ?

Et ici apparaît, une fois encore, comme il apparut si fréquemment dans l'histoire, le danger des idées fausses. Le principe des nationalités, qui prétend remplacer celui de l'équilibre, semble fort juste au point de vue rationnel, mais il devient très erroné quand on considère que les hommes sont conduits par des sentiments, des passions, des croyances et fort peu par des raisons.

Quelle application peut-on faire de cet illusoire principe dans des pays où, de province en province, de village en village, et souvent dans le même village, subsistent des populations de races, de langues, de religions différentes, séparées par des haines séculaires et n'ayant d'autre idéal que de se massacrer ?

***

La troisième des erreurs énumérées plus haut, celle d'avoir empêché, par tous les moyens possibles, l'introduction en France après la paix des produits allemands accumulés pendant la guerre, est une de celles qui ont le plus contribué à l'établissement de la vie chère.

Cette interdiction ne résulta pas, bien entendu, des décisions de la Conférence de la Paix, mais uniquement de notre gouvernement.

Il fut, d'ailleurs, le seul à commettre pareille faute. Plus avisées, l'Amérique et l'Angleterre ouvrirent largement leurs portes aux produits venus d'Allemagne et profitèrent du bon marché de ces produits pour aller s'en approvisionner et réduire ainsi le prix de la vie dans leur pays.

Commercer de préférence avec des pays dont le change est favorable constitue une notion économique tellement évidente, tellement élémentaire, que l'on ne conçoit pas qu'il ait pu exister un homme d'État incapable de la comprendre.

Les illusoires raisons de nos interdictions d'importation, ou, ce qui revient au même, de nos taxes douanières prohibitives, étaient de favoriser quelques fabricants impuissants, d'ailleurs, à produire la dixième partie des objets dont la France avait besoin.

Pour plaire à quelques industriels, le public en fut réduit à payer trois à quatre fois trop cher aux négociants anglais et américains des produits qu'ils auraient pu se procurer à très bon marché en Allemagne et que nous pouvions y acheter comme eux.

Les erreurs psychologiques que nous venons d'examiner furent commises au moment de la paix. Depuis cette époque, les hommes d'État européens en ont accumulé bien d'autres.

Une des plus graves, puisqu'elle faillit compromettre la sécurité de l'Europe, fut l'attitude prise à l'égard de la Pologne par le ministre qui dirigeait alors les destinées de l'Angleterre.

Espérant se concilier les communistes russes, ce ministre n'hésita pas à conseiller publiquement aux Polonais d'accepter les invraisemblables conditions de paix proposées par la Russie, notamment un désarmement dont la première conséquence eût été le pillage de la Pologne, d'effroyables massacres et l'invasion de l'Europe.

Pour bien montrer sa bonne volonté aux bolchevistes, le même Ministre interdisait, contre tout droit d'ailleurs, le passage par Dantzig des munitions destinées aux Polonais et il obtenait du gouvernement belge la même interdiction pour Anvers.

Le résultat de cette intervention fut d'abord de provoquer chez les neutres – sans parler de la France – une indignation très vive. Voici comment s'exprimait à ce sujet Le Journal de Genève :

« Ces deux actes d'hostilité contre la Pologne ont causé aux admirateurs de l'Angleterre une stupéfaction extraordinaire et une douloureuse déception. Aujourd'hui, ces admirateurs disent ceci :

L'Angleterre, grâce au sang non seulement anglais, mais français, belge, italien, polonais, est, aujourd'hui, en sûreté dans son île. La France, la Belgique, la Pologne, restent aux avant-postes, exposées en première ligne.

L'Angleterre croit-elle qu'il soit conforme à ses traditions de loyauté, qu'il soit même conforme à son intérêt le plus évident, de laisser ses alliés s'épuiser dans la lutte pour arrêter le bolchevisme en marche vers l'Occident, sans user de toute son influence et de toutes ses forces pour leur venir en aide ? »

Les intérêts commerciaux qui déterminèrent l'orientation politique de l'homme d'État anglais étaient faciles à voir. Ce qu'il n'a pas aperçu, ce sont les, conséquences pouvant résulter de sa conduite à l'égard des Polonais.

Si la Pologne, cédant aux suggestions anglaises, avait renoncé à la lutte, le Bolchevisme, allié à l'Islamisme, si maladroitement traité en Turquie, fût devenu plus dangereux encore qu'il ne l'est aujourd' hui.

La Pologne vaincue, l'alliance de la Russie bolcheviste avec l'Allemagne était certaine.

Fort heureusement pour nous, – et plus encore, peut-être, pour l'Angleterre, – notre gouvernement eut une vision autrement nette de la situation que l'Angleterre.

Bien que le cas des Polonais semblât désespéré, puisque l'armée rouge était aux portes de Varsovie, notre président du conseil n'hésita pas à les secourir non seulement par l'envoi de munitions, mais surtout en faisant diriger leurs armées par le chef d'état-major du maréchal Foch. Grâce à l'influence de ce général, les Polonais, qui reculaient toujours sans paraître se soucier de combattre, reprirent courage, et quelques manœuvres habiles transformèrent leurs persistantes défaites en une éclatante victoire.

Ses conséquences furent immédiates : la Pologne délivrée, les espérances de l'Allemagne déçues, le bolchevisme refoulé, l'Asie moins menacée.

Pour arriver à ces résultats, il avait suffi de voir juste et d'agir vite. On ne saurait trop louer nos gouvernants d'avoir fait preuve de qualités qui, depuis quelque temps, devenaient exceptionnelles chez eux.

***

La politique européenne vit d'idées anciennes correspondant à des besoins disparus. La notion moderne d'interdépendance des peuples et la démonstration de l'inutilité des conquêtes n'ont aucune influence sur la conduite des diplomates. Ils restent persuadés qu'une nation peut s'enrichir en ruinant le commerce d'une autre et que l'idéal pour un pays est de s'agrandir par des conquêtes.

Ces conceptions usées semblent choquantes aux peuples que n'agitent pas nos préjugés et nos passions ataviques.

Un journal du Brésil en exprimait son étonnement dans les lignes suivantes qui traduisent bien les idées du nouveau monde :

« Tous les peuples du vieux continent, quels qu'ils soient, ont une conception antique du monde et de la vie. Que veulent-ils ? Prendre. Que voient-ils dans la fin d'une guerre ? L'occasion de recevoir le plus qu'ils peuvent. C'est la conception antique, c'est le passé de nombreux siècles se faisant toujours sentir chez les grands esprits, comme dans les masses, même dans les milieux socialistes et ouvriers, où les idées sont confuses et les appétits exaspérés simplement par égoïsme de classes. »

Les hommes d'État européens parlent bien quelquefois le langage du temps présent mais ils se conduisent avec les idées des temps passés. L'Angleterre proclame très haut le principe des nationalités, mais elle s'empare ou tente de s'emparer de l'Égypte, de la Perse, des colonies allemandes, de la Mésopotamie, etc. Les nouvelles petites républiques fondées avec les débris des anciens empires professent, elles aussi, de grands principes, mais tâchent également de s'agrandir aux dépens de leurs voisins.

La paix ne s'établira en Europe que quand l'anarchie créée par les erreurs de psychologie ne dominera plus les âmes. Il faut, parfois, bien des années pour montrer à un peuple les dangers de ses illusions.

***

La guerre ayant bouleversé les doctrines guidant les chefs d'armée comme celles dont s'alimentait la pensée des hommes d'État, un empirisme incertain reste leur seul guide.

Cet état mental a été bien mis en évidence dans un discours prononcé par un président du Conseil devant le Parlement français.

« Nous avons fait, disait-il, la guerre dans l'empirisme et la paix aussi parce qu'il est impossible que ce soit autrement. De doctrines économiques, il n'en est chez personne ici. »

L'empirisme représente forcément la période de début de toutes les sciences, mais en progressant elles réussissent à tirer de l'expérience des lois générales permettant de prévoir la marche des phénomènes et de renoncer à l'empirisme.

Nul besoin d'empirisme par exemple, pour savoir que quand un corps tombe librement dans l'espace, sa vitesse à un moment donné est proportionnelle au temps de sa chute et l'espace parcouru au carré du même temps.

Les lois physiques sont tellement certaines, que lorsqu'elles semblent ne pas se vérifier on est sûr qu'intervient une cause perturbatrice, dont il est possible de déterminer la grandeur. Ainsi l'astronome Leverrier constatant qu'un certain astre ne paraissait plus obéir rigoureusement aux lois de l'attraction, en conclut que sa marche devait être troublée par l'influence d'une planète inconnue. De la perturbation observée, fut déduite la position de l'astre produisant cette perturbation et on le découvrit bientôt à la place indiquée.

La psychologie et l'économie politique sont soumises, comme d'ailleurs tous les phénomènes de la nature, à des lois immuables, mais ces lois, nous en connaissons très peu, et celles connues subissent tant d'influences perturbatrices qu'on arrive à douter des plus certaines, alors même qu'elles ont de nombreuses expériences pour soutien.

Il est visible que les gouvernants européens n'ont possédé, ni pendant la guerre, ni depuis la paix, aucune règle fixe de conduite. Leur oubli de certaines lois économiques et psychologiques n'empêche pas l'existence de ces lois. De leur méconnaissance ils furent souvent victimes.

Chapitre III. La paix des professeurs.

Aux erreurs de psychologie précédemment énumérées il faut ajouter les illusions qui présidèrent à la rédaction du traité de paix. Leur importance va être montrée dans ce chapitre.

Peu d'hommes possédèrent au cours de l'Histoire un pouvoir égal à celui du président Wilson lorsque, débarqué en Europe, il dicta les conditions de la paix. Pendant la rayonnante période de sa puissance, le représentant du nouveau monde resta enveloppé d'un prestige que les Dieux et les Rois n'obtinrent pas toujours au même degré.

À entendre ses merveilleuses promesses, une nouvelle lumière allait éclairer l'univers. Aux peuples sortis d'un effroyable enfer et redoutant d'y être replongés apparaissait l'aurore d'une paix éternelle. Un âge de fraternité remplacerait l'ère des carnages et des dévastations.

Ces vastes espoirs ne durèrent pas longtemps. La réalité prouva bientôt que les traités si péniblement élaborés n'avaient eu d'autres résultats que de précipiter l'Europe dans l'anarchie et l'Orient dans une série d'inévitables guerres. La presque totalité des petits États créés en découpant d'antiques monarchies, envahirent bientôt leurs voisins et aucune intervention des grandes puissances ne réussit, pendant de longs mois, à calmer leurs fureurs.

Des diverses causes qui transformèrent en désillusions de grandes espérances, une des plus actives fut la méconnaissance de certaines lois psychologiques fondamentales qui, depuis l'origine des âges, dirigent la vie des nations.

Le président Wilson était le seul personnage assez puissant pour imposer, avec le morcellement de l'Europe, une série des conditions de paix dont on a pu dire qu'elles faisaient hurler le bon sens. Nous savons, aujourd'hui, qu'il ne fut pas leur unique auteur.

Les révélations de l'ambassadeur américain Elkus, que reproduisit le Matin, ont appris que les diverses clauses du traité avaient été rédigées par une petite phalange de professeurs.

« Lorsque le président Wilson confia au colonel House la mission de choisir les futurs délégués, il stipula :

« – Je ne veux que des professeurs de l'Université.

« – Vainement, le colonel tenta de rappeler que l'Amérique possédait de grands ambassadeurs, des industriels qui sont les premiers de la terre, des hommes d'État qui avaient une profonde

expérience de l'Europe :

« – Je ne veux que des professeurs, répéta le président. »

Ce fut donc une cohorte de professeurs qui peuplèrent les commissions. « Penchés sur les textes, et non sur les âmes, ils interrogeaient les grands principes abstraits et fermaient les yeux devant les faits. » La paix devint ainsi ce que l'ambassadeur Elkus appelle « une paix de professeurs ». Elle montra, une fois de plus, à quel point des théoriciens pleins de science, mais étrangers aux réalités du monde, peuvent être dépourvus de bon sens, et, par conséquent, dangereux.

***

La traité de paix comprenait, en réalité, deux parties distinctes :

1° Création d'États nouveaux, aux dépens surtout de l'Autriche et de la Turquie ;

2° Constitution d'une Société des Nations, destinée à maintenir une paix perpétuelle.

En ce qui concerne la création d'États nouveaux aux dépens de l'Autriche et de la Turquie, l'expérience montra vite, comme je l'ai déjà indiqué plus haut, ce que valait une telle conception. Ses premiers résultats furent d'installer pour longtemps dans ces pays la ruine, l'anarchie et la guerre. On vit alors combien fut chimérique la prétention de refaire à coups de décrets des siècles d'Histoire. C'était une bien folle entreprise de découper de vieux empires en provinces séparées, sans tenir compte de leurs possibilités d'existence. Tous ces pays nouveaux, divisés par des divergences d'intérêts et des haines de races, ne possédant aucune stabilité économique, devaient forcément entrer en conflit.

La minuscule Autriche actuelle est un produit des formidables illusions politiques qui conduisirent le maître du Congrès à désagréger une des plus vieilles monarchies du monde.

Que pourront les Alliés quand l'Autriche, réduite à la dernière misère, reconnaîtra qu'elle ne saurait vivre qu'en s'unissant à l'Allemagne ? C'est alors seulement que les auteurs du Traité de paix constateront l'erreur commise en détruisant le bloc aussi utile que peu dangereux constitué par l'ancienne Autriche.

Prétendre refaire avec une feuille de papier l'édifice européen lentement édifié par mille ans d'histoire, quelle vanité !

M. Morgenthau, ambassadeur d'Amérique, a fait récemment des petits États fabriqués par les décisions du Congrès la description suivante :

« Quel tableau que celui de l'Europe centrale aujourd'hui ! Ici, une poussière de petites républiques sans force physique réelle, sans industrie, sans armée, ayant tout à créer, cherchant surtout à s'étendre territorialement sans savoir si elles auront la force de tout administrer, de tout vérifier. Et là, un État compact de 70 millions d'hommes qui savent la valeur de la discipline, qui savent qu'il s'en est fallu de quelques pouces qu'ils asseyent leur domination sur le monde entier, qui n'ont rien oublié de leurs espoirs, et qui n'oublieront rien de leurs rancunes. »

***

L'Angleterre respecta les utopies du président Wilson, de solides réalités lui étant accordées en échange de cette tolérance. Gagnant d'immenses territoires, qui en firent la véritable bénéficiaire de la guerre, elle n'avait aucun intérêt à s'opposer aux parties du traité ne la concernant pas.

Restée seule, la France dut subir toutes les exigences de l'idéologie wilsonienne, exigences d'autant plus intransigeantes qu'elles prétendaient dériver de la pure raison.

La manifeste erreur du président Wilson et de son équipe d'universitaires fut justement de croire à cette puissance souveraine de la raison sur la destinée des peuples. L'Histoire tout entière aurait dû leur enseigner, pourtant, que les sentiments et les passions sont les vrais guides des collectivités humaines et que les influences rationnelles ont, sur elles, une bien minime action.

La politique, c'est-à-dire l'art de conduire les hommes, demande des méthodes fort différentes de celles qu'utilisent les professeurs. Elles doivent toujours avoir pour base cette notion fondamentale que les sentiments s'influencent, je le répète encore, avec des sentiments et non avec des arguments rationnels.

***

La constitution de la Société des Nations, bien que distincte du traité

de paix, lui reste intimement liée. Son but était, en effet, de maintenir cette paix.

Elle débuta par un éclatant échec : refus du Sénat américain de s'associer à la création du président Wilson.

Idéalistes, parfois les dirigeants de l'Amérique conservent cependant une claire vision des réalités, et les discours des professeurs ne les influencent guère. Le successeur de M. Wilson a résumé les motifs de leur refus dans les termes suivants :

« Le seul covenant que nous acceptons est le covenant de notre conscience. Il est préférable au contrat écrit qui fait litière de notre liberté d'action et aliène nos droits entre les mains d'une alliance étrangère. Aucune assemblée mondiale, aucune alliance

militaire ne forcera jamais les fils de cette République à partir en guerre. Le suprême sacrifice de leur vie ne pourra jamais leur être demandé que pour l'Amérique et pour la défense de son honneur. Il y a là une sainteté de droit que nous ne déléguerons jamais à personne. »

Nous aurons à parler plus loin de la Société des Nations. Construite sur des données contraires à tous les principes de la psychologie elle n'a fait que justifier les opinions de l'Amérique en montrant son inutilité et son impuissance. Il fallait en vérité une dose prodigieuse d'illusions pour s'imaginer qu'un grand pays comme les États-Unis consentirait à se soumettre aux ordres d'une petite collectivité étrangère sans prestige et sans force. C'eût été admettre l'existence en Europe d'une sorte de super gouvernement dont les décisions eussent régi le monde.

Chapitre IV. Le réveil de l'Islam

La série des erreurs de psychologie auxquelles nous venons de consacrer plusieurs chapitres n'est pas close. Nous allons en examiner d'autres encore.

Depuis plusieurs siècles, la politique britannique eut pour but constant l'agrandissement de la domination anglaise aux dépens de

divers rivaux : l'Espagne d'abord, la France plus tard, qui prétendaient s'opposer à son extension. Elle a successivement conquis sur eux l'Inde, le Canada, l'Égypte, etc. La dernière de ses grandes rivales, l'Allemagne, s'étant effondrée, elle put s'emparer de toutes ses colonies.

Ce n'est pas ici le lieu d'examiner les qualités de caractère et les principes qui ont déterminé d'aussi persistants succès. On remarquera seulement que, confinés dans la préoccupation exclusive de buts utilitaires, les hommes d'État anglais professent un absolu dédain pour toutes les idéologies et tâchent toujours d'adapter leur conduite aux nécessités du moment. Ils se trompent quelquefois, mais n'hésitent pas à réparer les erreurs commises en modifiant leur ligne de conduite, sans se soucier des blessures d'amour propre et des critiques pouvant résulter de telles oscillations.

Un exemple récent et d'une prépondérante importance, puisque l'avenir de l'Orient en dépend, montre quels profonds et rapides revirements peut subir la politique anglaise.

Après avoir soutenu en Mésopotamie de durs combats et constaté qu'une armée de soixante-dix mille hommes n'avait pu triompher de la résistance indigène, l'Angleterre renonça brusquement à une expédition aussi coûteuse et improductive que la nôtre en Syrie. Retirant ses troupes, elle les remplaça par un souverain indigène, l'émir Fayçal, que nous avions dû chasser de Damas en raison de sa persistante hostilité.

Le but apparent de cette solution fut indiqué dans un discours prononcé à la Chambre des Communes :

« Établir, avec l'ancienne Bagdad pour capitale, un État musulman qui puisse faire revivre l'ancienne gloire du peuple arabe. »

L'installation d'un ennemi déclaré au voisinage de nos frontières de Syrie ne constituait pas, évidemment, une manœuvre amicale envers la France ; mais, dans la politique anglaise, l'utilité étant toujours mise très au-dessus de l'amitié, aucun compte ne fut tenu des observations du gouvernement français.

La nouveau souverain fut installé en grande pompe à Bagdad et, par privilège exceptionnel, le roi d'Angleterre lui envoya une lettre de chaleureuses félicitations.

Cette annexion, sous une forme à peine déguisée, d'une des contrées les plus riches en pétrole de l'univers, figurait parmi les gains nombreux dont la diplomatie britannique a, depuis la fin de la guerre, doté l'Angleterre.

Les soldats anglais étaient remplacés par des ingénieurs exploitant le pays au profit de la Grande-Bretagne.

Le nouveau roi de Mésopotamie régnera non seulement sur Bagdad, mais aussi sur l'ancien emplacement de Ninive et Babylone, c'est-à-dire sur un territoire aussi grand que l'Angleterre et jadis célèbre par sa fertilité.

Cette brillante opération aurait eu, si le protectorat anglais avait réussi à s'imposer dans tout l'Orient, des résultats plus importants encore que de simples bénéfices commerciaux. Le plus manifeste eût été d'assurer à l'Angleterre une route terrestre la reliant à la Perse et à l'Inde. Si elle était parvenue ensuite à conquérir Constantinople, soit directement, soit par l'intermédiaire des Grecs, la domination britannique sur l'Orient fût devenue complète et son hégémonie, à laquelle nos pâles diplomates résistèrent si peu, eût pesé de plus en plus lourdement sur le monde.

***

L'Angleterre avait donc réparé très habilement quelques-unes des fautes commises en Orient, mais des erreurs psychologiques aujourd'hui irréparables sont venues ruiner pour longtemps sa puissance en Orient.

Soutenir les aspirations contradictoires des musulmans en Mésopotamie, des Juifs en Palestine, des Grecs en Turquie constituait une politique d'aspect machiavélique mais que, cependant, Machiavel eût sûrement désavouée. L'illustre Florentin savait bien, en effet, qu'il est toujours imprudent de s'attaquer aux dieux ou à leurs représentants.

Les Anglais oublièrent complètement ce principe, quand ils prétendirent démembrer la Turquie et détruire à Constantinople le pouvoir du sultan considéré par tous les musulmans comme le « Commandeur des Croyants », représentant de Dieu ici-bas.

Les conséquences de cette conception furent immédiates. Du Bosphore au Gange en passant par l'Égypte, le monde musulman se souleva.

Les politiciens anglais n'ayant évidemment pas compris la grande puissance de l'Islam sur les âmes, il ne sera pas inutile d'en rappeler sommairement les origines et le développement.

***

Les dieux nouveaux ne furent pas rares dans l'Histoire. Leur destinée habituelle fut de périr avec la puissance politique des peuples qui les avaient vus naître.

Par une rare fortune, le sort de l'Islamisme a été tout autre. Non seulement il survécut à la chute de l'immense empire créé par ses fondateurs, mais le nombre de ses adeptes n'a cessé de s'accroître. Du Maroc au fond de la Chine, deux cent cinquante-millions d'hommes obéissent à ses lois. On compte, aujourd'hui, soixante-dix millions de musulmans dans l'Inde, trente millions en Chine, vingt millions en Turquie, dix millions en Égypte, etc.

La création de l'Empire arabe, que les Anglais prétendaient faire revivre à leur profit en imposant à Bagdad un calife choisi par eux, est une des plus merveilleuses aventures de l'Histoire. Si merveilleuse, même, que de grands écrivains comme Renan ne réussirent pas à la comprendre et contestèrent toujours l'originalité de la civilisation que cette religion fit surgir.

Cette fondation de l'Empire arabe, que je vais rappeler en quelques lignes, restera toujours intelligible d'ailleurs aux esprits convaincus que la logique rationnelle gouvernant l'Histoire, ne tient pas compte de l'immense pouvoir des forces mystiques dont tant de grands événements dérivent.

***

Aux débuts du VIIe siècle de notre ère, vivait à La Mecque un obscur chamelier du nom de Mahomet. Vers l'âge de quarante ans, il eut des visions dans lesquelles l'ange Gabriel lui dicta les principes de la religion qui devait bouleverser le monde.

On comprend que les compatriotes du nouveau prophète, qui professaient alors sans convictions profondes un polythéisme un peu vague, aient adopté facilement une religion nouvelle, d'ailleurs très simple, puisqu'elle se bornait à proclamer qu'il n'y a qu'un dieu dont Mahomet est le prophète.

On s'explique moins aisément la foudroyante rapidité avec laquelle cette foi se répandit dans tout le monde alors connu et comment ses adeptes trouvèrent en elle la force nécessaire pour fonder un empire plus grand que celui d'Alexandre.

Chassés de la Syrie dont ils se croyaient les maîtres éternels, les Romains virent avec stupeur des tribus nomades électrisées par la foi ardente qui unifiait leurs âmes conquérir, en quelques années, la Perse, l'Égypte, le nord de l'Afrique et une partie de l'Inde.

Le vaste empire ainsi formé se maintint pendant plusieurs siècles. Il ne constituait pas une création éphémère analogue à celles de divers conquérants asiatiques tels qu'Attila puisqu'il fut l'origine d'une civilisation entièrement nouvelle brillant d'un vif éclat, alors que toute l'Europe occidentale était plongée dans la barbarie.

En fort peu de temps, les Arabes réussirent à créer des monuments tellement originaux que l'œil le moins exercé les reconnaît à première vue.

L'empire des Arabes était trop vaste pour ne pas se désagréger. Il se divisa donc en petits royaumes qui s'affaiblirent et furent conquis par divers peuples, Mogols, Turcs, etc.

Mais la religion et la civilisation musulmanes étaient si fortes que tous les conquérants des anciens royaumes arabes adoptèrent la religion, les arts et, souvent aussi, la langue des vaincus. C'est ainsi, par exemple, que l'Inde, soumise aux Mogols, continua à se couvrir de monuments musulmans.

Et non seulement la religion des Arabes survécut à la disparition de leur puissance politique, mais loin de s'affaiblir, elle continue à s'étendre. La foi de ses adeptes reste si intense que chacun d'eux est un apôtre et agit en apôtre pour propager sa croyance.

La grande force politique de l'Islamisme fut de donner à des races diverses cette communauté de pensée qui constitua toujours un des plus énergiques moyens de solidariser des hommes de races différentes.

Les événements actuels ont montré la puissance d'un tel lien. Nous avons vu qu'il réussit à faire reculer en Orient la formidable Angleterre.

Les gouvernants britanniques ignoraient cette force de l'Islamisme quand ils rêvaient de chasser les Musulmans de Turquie. Ils ne commencèrent à la soupçonner qu'en voyant non seulement les Turcs, mais les Musulmans du monde entier se soulever contre eux.

Les Anglais, qui s'imaginaient pouvoir garder Constantinople, où ils avaient déjà installé un commissaire parlant en maître, découvrirent alors la grandeur de leur illusion. Ils la comprirent surtout quand les Turcs, vaincus et presque sans armes, refusèrent la paix qu'on voulait leur imposer et chassèrent les Grecs de Smyrne. Aujourd'hui l'Islam

est redevenu assez fort pour tenir tête à l'Europe.

Chapitre V. L'incompréhension européenne de la mentalité musulmane.

Le réveil de l'Islam qui vient d'être sommairement rappelé a profondément étonné l'Europe. La mentalité musulmane est généralement si incomprise qu'il ne sera pas inutile de lui consacrer quelques pages.

L'Orient a toujours charmé ses visiteurs. Il me séduisit dans ma jeunesse, au point qu'après l'avoir parcouru, j'écrivis un livre sur La Civilisation des Arabes.

Malgré bien des instances, je n'ai jamais consenti à le rééditer parce qu'il aurait demandé trop de travail pour être complété. Si je le mentionne ici, c'est simplement pour indiquer que l'auteur du présent ouvrage n'est pas tout à fait incompétent sur les questions relatives à l'Orient.

En ce qui concerne les Musulmans modernes, héritiers des Arabes, je me trouvais quelquefois, avant la guerre, en rapport avec eux à propos des traductions turques et arabes de plusieurs de mes livres. Peu de mois avant les hostilités, le grand vizir, ministre des Affaires Étrangères de l'Empire ottoman, Saïd Halim pacha, me fit demander par son ambassadeur à Paris, d'aller faire quelques conférences de philosophie politique à Constantinople.

J'ai toujours regretté que ma santé m'ait empêché d'accepter cette proposition, restant persuadé – et c'était aussi l'opinion de mon éminent ami Iswolsky, alors ambassadeur de Russie à Paris – qu'il n'eût pas été impossible de maintenir les Turcs dans la neutralité. La lutte même déchaînée, il eût suffi, comme l'a constaté plus tard un ministre anglais devant le Parlement, que se fût trouvé un amiral assez hardi pour suivre Le Gœben et Le Breslau quand ils entrèrent à Constantinople. Ce fut un de ces cas où la valeur d'un homme peut représenter des milliards, car la neutralité des Turcs eût sans doute abrégé la guerre de deux ans. Nelson fut jadis, pour l'Angleterre, un de ces hommes. Combien s'en rencontre-t-il par siècle ?

***

« Se connaître soi-même est difficile », disait un adage antique ; connaître les êtres qui nous entourent, plus difficile encore. Déterminer la mentalité, et par conséquent les réactions, dans des circonstances données, d'un peuple dont le passé et les croyances diffèrent des nôtres, semble presque impossible. C'est, en tout cas, une connaissance dont la plupart des hommes d'État actuels se montrent dépourvus à un rare degré.

Les événements écoulés depuis dix ans justifient pleinement cette assertion.

Si les Allemands perdirent la guerre, c'est que, de tous leurs dirigeants, pas un seul ne fut assez pénétrant pour deviner les réactions possibles de la Belgique, de l'Angleterre et de l'Amérique devant des actes dont des esprits suffisamment perspicaces eussent facilement prévu les conséquences.

Le Congrès de Lausanne a fourni un nouvel exemple d'incompréhension totale de l'âme d'un peuple.

Cette incompréhension est d'autant plus surprenante que la France et l'Angleterre constituent, par leurs colonies, de grandes puissances musulmanes. Des relations fréquentes avec des Musulmans auraient dû permettre de les connaître.

Or le premier Congrès de Lausanne et le second aussi, prouvèrent qu'on ne les connaissait pas du tout. L'incompréhension n'eût guère été plus complète si des barons du temps de Charlemagne et des professeurs d'une école de droit moderne se fussent trouvés en présence.

Un insuccès aussi total que facile à prévoir résulta de cette incompréhension. La discussion qui aurait dû se terminer en quelques heures n'était pas achevée après des mois de discussions.

***

Personne ne parla ni du Croissant ni de la Croix au cours de ces conférences. Ce fut, cependant, la lutte entre ces deux symboles qui en constitua l'âme secrète.

Nous avons précédemment rappelé que, par son incompréhension de l'Islam, l'Empire britannique perdit la Perse, la Mésopotamie, l'Égypte et voit l'Inde menacée. Presbytérien ardent, le ministre anglais, M. Lloyd George, véritable auteur de tous ces désastres, rêvait

comme revanche sur le Croissant d'expulser les Turcs de l'Europe en poussant les Grecs vers Constantinople. Il se heurta à une foi mystique aussi forte que la sienne et toute la puissance coloniale de l'Angleterre fut ébranlée du même coup.

***

Les moyens d'unifier les intérêts et les sentiments d'une poussière d'hommes pour en faire un peuple ne sont pas nombreux, puisqu'ils se réduisent à trois : la volonté d'un chef, des lois respectées, une croyance religieuse très forte.

De la volonté d'un chef dérivent tous les grands empires asiatiques, ceux des Mogols notamment. Ils durent ce que durent les capacités du chef et de ses successeurs.

Ceux fondés sur une religion acceptée restent beaucoup plus forts. Si le code religieux subsiste il continue le rôle d'unification.

Cette action d'une foi religieuse devient dans des cas, rares d'ailleurs, assez forte pour unifier des races différentes et leur donner une pensée commune génératrice de volontés identiques.

Pour les disciples du Coran, le code civil et le code religieux, si complètement séparés en Occident, sont entièrement confondus.

Aux yeux du Musulman, toute force vient d'Allah et doit être respectée quel qu'en soit le résultat, puisque ce résultat représente la volonté d'Allah.

En permettant aux Turcs de chasser de Smyrne les infidèles, il était visible qu'Allah rendait sa protection à ses disciples. Cette protection parut s'exercer plus manifestement encore à Lausanne, puisque les délégués européens ne purent résister aux délégués musulmans.

Les Alliés cédèrent, effectivement, sur tous les points importants. Comprenant mieux l'âme musulmane, ils auraient su qu'elle ne s'inclinait que devant la force. La nécessité de s'entendre pour imposer une volonté européenne commune sur des sujets fondamentaux fut alors devenue évidente et la paix en Orient, si menacée aujourd'hui, établie pour longtemps.

***

On ne saurait contester, d'ailleurs, la justesse de certaines

réclamations musulmanes. Leur civilisation valant certainement celle des autres peuples balkaniques : Serbes, Bulgares, etc., ils avaient le droit d'être maîtres de leur capitale, Constantinople, malgré les convoitises de l'Angleterre. D'un autre côté ils n'avaient pas le droit de renier leurs dettes et, notamment, les nombreux milliards que la France leur prêta.

Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les exigences des délégués turcs à Lausanne passèrent toute mesure. Leur ton fut souvent celui de vainqueurs devant des vaincus.

Grâce à la pauvre psychologie des mandataires de l'Occident, le prestige européen en Orient est détruit pour longtemps. Or, le prestige fut toujours la plus solide base de la puissance d'un Peuple.

L'excuse des Turcs, en dehors des motifs religieux expliqués plus haut, est l'incontestable injustice de l'Angleterre à leur égard lorsqu'elle rêvait de les expulser de l'Europe et surtout de Constantinople, par l'intermédiaire des Grecs.

L'unique raison donnée à cette expulsion était l'habitude attribuée aux Turcs de massacrer constamment leurs sujets chrétiens. On a justement remarqué que si les Turcs avaient commis la dixième partie des massacres dont les accusait le gouvernement anglais, il n'y aurait plus de chrétiens en Orient depuis longtemps.

La vérité est que tous les Balkaniques, quelle que soit leur race ou leur croyance, sont de grands massacreurs. J'eus occasion de le dire à M. Venizelos lui-même. Égorger l'adversaire est la seule figure de rhétorique admise dans les Balkans.

Cette méthode n'a pris, d'ailleurs, sa considérable extension que depuis l'époque où la politique britannique donna l'indépendance à des provinces jadis soumises à la Turquie, On sait avec quelle fureur Bulgares, Serbes, Grecs, etc., se précipitèrent les uns contre les autres, dès qu'ils furent libérés des entraves pacifiques que le régime turc opposait à leurs violences.

La faiblesse des Alliés à Lausanne aura bien des conséquences funestes. Parmi les documents permettant de les prévoir je vais citer la lettre pleine de judicieuses observations d'un de nos meilleurs chefs militaires en Syrie :

« Du côté politique et militaire, je crois que nous aurons une année mouvementée. Il ne faut traiter avec des Turcs que quand on leur fait sentir qu'on est le plus fort, la force étant le seul argument qui compte avec eux. Or, à Lausanne, on leur a laissé prendre figure de vainqueurs. Résultat : ils sont intransigeants et se figurent que le

monde tremble devant eux.

« Les gens d'Angora revendiquent ouvertement Alexandrette, Antioche et Alep, quoique ces régions aient été reconnues comme appartenant à la Syrie par le dernier accord franco-turc et qu'elles soient peuplées d'Arabes. Bien que les Turcs y soient en minorité ils essaient de les reprendre. On doit s'attendre à voir se reproduire les mêmes événements qu'en Cilicie : pas de guerre officiellement déclarée, mais des bandes de plus en plus actives, composées soi-disant d'habitants insurgés contre la domination française, en réalité de réguliers turcs déguisés et commandés par des officiers turcs ou allemands. Ces bandes attaqueront les petits postes, les convois, couperont routes et chemins de fer ; elles seront de plus en plus nombreuses, auront même des canons, et nous obligeront à une guerre de guérillas pénible et difficile, où les Turcs espèrent atteindre le résultat qu'ils ont annoncé : dégoûter les Syriens des Français et les Français de la Syrie. »

***

Pour un philosophe, cette nouvelle attitude des musulmans est pleine d'enseignements. Elle montre, une fois de plus, à quel point les forces mystiques qui ont toujours régi le monde continuent à le régir encore.

L'Europe civilisée, qui croyait en avoir fui avec les luttes religieuses, se trouve, au contraire, plus que jamais menacée par elles.

Ce n'est pas seulement contre l'Islamisme, mais contre le socialisme et le communisme, devenus des religions nouvelles, que les civilisations vont avoir à combattre. L'heure de la paix et du repos semble bien lointaine.

Chapitre VI. Le problème de l'Alsace

Notre énumération des erreurs psychologiques n'est pas terminée. Nous allons voir leur pernicieuse action s'exercer en Alsace.

Le point critique de la guerre a été la possession de l'Alsace. Elle était devenue un symbole, un drapeau. Si l'Allemagne l'avait conservée, son hégémonie eût été définitivement établie.

Aucune des questions soulevées par le conflit mondial n'a donné

lieu, peut-être, à autant de discussions que celle de l'Alsace.

Toute l'argumentation de l'Allemagne se ramenait à prétendre que l'Alsace est un pays allemand, habité par une race allemande, ou tout au moins germanisée depuis longtemps. L'Alsace devait donc, au nom même du principe des nationalités tant invoqué par les Alliés, faire partie de l'empire germanique.

Réduit à ce principe, le problème apparaît très simple. Si l'Alsace est un pays allemand peuplé par une race allemande, ou tout au moins germanisée, les prétentions germaniques seraient justifiées. Elles ne le seraient pas, au contraire, si des preuves scientifiques démontrent : 1° que l'Alsace est occupée depuis de longs siècles par une race celtique ; 2° que, malgré toutes les conquêtes, elle a toujours su maintenir son indépendance et ses institutions, jusqu'au jour où elle s'est placée sous le protectorat de la France pour échapper aux perpétuelles menaces germaniques.

Ces faits fondamentaux restent un peu confus dans les ouvrages sur l'Alsace. Les arguments d'ordre sentimental y tenant une place prépondérante, j'ai prié le savant historien Battifol d'écrire pour la Bibliothèque de philosophie scientifique que je dirige un ouvrage, composé d'après les méthodes modernes, sur les origines et l'évolution de l'Alsace. C'est à ce volume, ayant pour titre : Les anciennes républiques alsaciennes, que j'emprunterai les documents les plus importants de ce chapitre.

***

Examinons successivement : 1° Si les populations alsaciennes appartiennent à une race allemande. 2° Si, tout en n'étant pas allemandes, elles auraient fini par être germanisées au cours des siècles.

Le moins discuté des caractères permettant de classer les races humaines est, après la couleur de leur peau, la forme du crâne. Personne ne conteste qu'un blanc, un nègre ou un jaune appartiennent à des races différentes. On ne conteste pas davantage qu'une race à crâne brachycéphale, c'est-à-dire presque sphérique, est sans parenté avec une race dolichocéphale, c'est-à-dire à crâne allongé.

Les Allemands eux-mêmes considèrent ce caractère comme si important que c'est surtout leur dolichocéphalie qu'ils invoquent pour justifier la prétention d'être une race supérieure destinée à dominer le monde.

Or, des recherches effectuées par les anthropologistes allemands les plus réputés sur des crânes alsaciens provenant de cimetières appartenant à toutes les époques depuis plus de 2.000 ans, il résulte que l'Alsacien est un des peuples les plus brachycéphales de l'univers.

La persistance de cette brachycéphalie à travers les âges montre que la race alsacienne n'a jamais été modifiée par des croisements. De la permanence de ce caractère le docteur Bayer déduit que « tout croisement avec des étrangers devait être sévèrement interdit par des lois matrimoniales ou par des préjugés plus forts que les lois ».

Même après le rattachement de l'Alsace à l'empire germanique, la pureté de race se maintient. Les spécimens crâniens du type dolichocéphale n'atteignent pas 2 pour cent.

Loin d'être devenu moins brachycéphale que ses pères, l'Alsacien contemporain l'est davantage encore. Son indice céphalique se révèle identique à celui des Bas-Bretons.

Les données psychologiques confirment ces données anatomiques. Dans le caractère alsacien se retrouvent beaucoup d'éléments du caractère celtique, notamment l'amour de la liberté et l'antipathie pour l'étranger.

De ce qui précède, découle cette première conclusion que le bloc alsacien est un des plus homogènes de l'Europe. Il fait partie des groupements humains, en bien petit nombre aujourd'hui, ayant su conserver leurs caractères anatomiques et psychologiques malgré toutes les influences étrangères.

***

Loin donc d'appartenir à une race allemande, les Alsaciens constituent, d'après le témoignage des savants allemands eux-mêmes, une race sans parenté avec les populations germaniques.

Mais, tout en restant une race spéciale, les Alsaciens auraient pu être germanisés et justifier ainsi les revendications de l'Allemagne.

L'histoire va nous fixer sur cette face du problème.

Enfermée entre le Rhin et les Vosges, l'Alsace fut longtemps considérée comme presque impénétrable. Le Rhin aux bras multiples, soumis à un régime torrentiel, aux gués rares et variables, constituait avec les Vosges un obstacle complet aux invasions. Ces âpres montagnes, à peine coupées de vallées, n'offraient de passage qu'au nord et au sud, par la trouée de Belfort et le col de Saverne.

Contourner l'Alsace était beaucoup plus facile que la traverser.

Cette disposition géographique est une des causes principales qui assura longtemps l'indépendance aux Alsaciens et maintint dans son intégrité la pureté de leur race et la continuité de leurs institutions politiques et sociales.

Un autre motif devait contribuer à conserver à l'Alsace sa personnalité. La richesse et la variété de ses productions lui permirent, au cours des siècles, de se passer du secours de ses voisins. Elle resta une population agricole de mœurs stables, traditionnelles, un peu méfiantes, au patriotisme local ne dépassant pas les limites de chaque cité et ne tendant pas à s'orienter vers un centre politique. Elle demeura pour cette raison divisée en cités indépendantes dont Strasbourg fut le type.

La continuité des caractères anatomiques et psychologiques des Alsaciens suffirait à ôter toute valeur aux affirmations de quelques historiens germaniques assurant que l'Alsace fut peuplée dès son origine par des tribus teutoniques, les Triboques. Tacite et César avaient d'ailleurs démenti formellement cette assertion. À leur époque, l'Alsace était habitée depuis longtemps par une race celtique, les Séquanes.

La race primitive qui occupa l'Alsace à des périodes ignorées de la préhistoire s'est donc perpétuée au cours des âges, comme nous l'avons montré, sans modifier ses caractères, en dépit de l'action des peuples très différents qui la conquirent.

Toute l'histoire de l'Alsace révèle ses efforts pour éliminer les influences étrangères.

Pendant l'occupation romaine, cet effort fut facile. Rome respecta son indépendance et ne toucha ni à ses institutions, ni à ses libertés. La phase de domination romaine et celle de la domination française des XVIIe et XVIIIe siècles furent, pour les Alsaciens les plus heureuses de leur histoire.

***

Le flot des grandes invasions éprouva fort peu l'Alsace. S'écoulant soit par Bâle et Belfort, soit par la Belgique, pour éviter les obstacles géographiques, il la laissa presque intacte.

Clovis l'incorpora dans son royaume par sa victoire de Soissons sur Syagrius en 485, mais elle n'eut pas à en souffrir. Liée d'abord au sort

de la Gaule romaine, elle allait rester attachée à celui de la France jusque vers le XIe siècle, manifestant pour elle autant de sympathie que d'aversion pour les Germains.

Quand, sous les successeurs de Charlemagne, les Allemands cherchèrent à s'emparer de l'Alsace, s'ouvrit une période de lutte, très instructive pour l'intelligence du problème que nous traitons, car elle montre à quel point fut profonde et constante la résistance des Alsaciens aux influences germaniques.

Le traité de Verdun, en 843, ne les concéda pas à l'Allemagne, mais fit de leur pays un État intermédiaire où régnait Lothaire, petit-fils de Charlemagne. C'est seulement en 855 que Louis le Germanique réunit l'Alsace à l'Allemagne.

Ni l'Alsace ni la France n'acceptèrent cette violence. Pendant un siècle et demi, les Alsaciens ne cessent d'appeler la France à leur secours. Mais, obligés de se défendre à l'autre extrémité du royaume contre les Normands, nos rois furent contraints d'abandonner l'Alsace, après l'avoir reconquise plusieurs fois.

En 979, l'Alsace peut être considérée comme définitivement rattachée à la Germanie. De cette date commencent pour elle des luttes répétées et une insécurité permanente. Elle était conquise mais non soumise. La suite de son histoire le prouve clairement.

***

Les compétitions des empereurs germaniques ayant couvert le pays de ruines, les Alsaciens réussirent à se défendre en fondant des cités fortifiées qui prospérèrent de plus en plus et se transformèrent au XIIIe siècle en petites républiques indépendantes. Les empereurs favorisèrent, d'ailleurs, leur développement, pour contrebalancer le pouvoir des seigneurs et déclarèrent plusieurs d'entre elles « villes impériales » ne relevant que de leur autorité.

Cette dépendance vague et lointaine constituait une indépendance réelle pour les nouvelles républiques, Strasbourg notamment. Elles votaient elles-mêmes leurs constitutions, inspirées de l'organisation romaine. L'autorité principale appartenait à des échevins analogues aux consuls romains. Leur rôle consistait surtout à écarter l'ingérence allemande.

Chaque ville se gouvernant librement formait, comme je viens de le rappeler, une petite république exerçant des droits régaliens, battant monnaie, légiférant à son gré et ne se rattachant à l'empire que par un

lien purement honorifique.

Ces diverses républiques levaient des troupes, envoyaient des ambassades et contractaient des alliances sans aucune autorisation de l'empereur. À l'exemple des cantons suisses, elles s'unissaient parfois entre elles pour résister aux invasions, à celle de Charles le Téméraire notamment. En 1354, l'empereur d'Allemagne, Charles IV, sanctionne la célèbre union de dix villes alsaciennes, appelée la Décapole, qui conférait l'unité à l'Alsace sous un protectorat germanique nominal.

L'Alsace ne manquait pas, d'ailleurs, une occasion de prouver son indépendance : refus de payer l'impôt à l'empire ; d'accorder l'entrée des villes à des souverains que ces villes ne reconnaissent pas ou de s'allier avec eux. C'est ainsi qu'en 1492, l'Alsace refuse nettement à l'empereur Maximilien de marcher avec lui contre la France.

Les républiques alsaciennes se montrèrent toujours fort démocratiques. Elles expulsèrent plusieurs fois les nobles ou les obligèrent, s'ils voulaient voter, à se déclarer bourgeois. C'est toujours la même caractéristique d'indépendance ne pouvant supporter aucun joug, politique ou social.

La présence d'étrangers, même de simples ouvriers, fut de tout temps antipathique aux Alsaciens. Quand les progrès de l'industrie les forcèrent à en tolérer, ils formèrent une classe à part, payant un impôt spécial. La cité alsacienne du moyen âge reste aussi impénétrable à toute influence étrangère que les cités grecques dans l'antiquité.

***

L'Alsace accueillit favorablement la Réforme dont s'accommodait son humeur indépendante, mais ce fut pour elle l'origine de luttes prolongées avec les souverains allemands.

Pour leur échapper, les Alsaciens se tournèrent vers la France, à laquelle, depuis l'époque romaine, leur sympathie était tellement acquise que les empereurs germaniques ne cessaient de leur reprocher ce goût pour la France.

Sous le ministère de Richelieu la sympathie devint alliance. Mais les rois de France n'avaient nullement l'intention d'annexer l'Alsace, contrairement aux allégations allemandes qui prétendent que ce pays leur fut arraché par la violence. C'est d'elles-mêmes, successivement, et par consentement du peuple consulté, que les républiques alsaciennes prêtèrent serment à la France en retour de sa protection jusqu'à la paix générale.

Quand, après l'extension du protectorat français à plusieurs villes alsaciennes, l'Alsace entière, sauf Strasbourg, supplia Louis XIII d'étendre sa protection sur tout le pays, Richelieu s'y opposa d'abord et n'y consentit qu'après les démarches répétées des Alsaciens.

Le protectorat de la France laissa, d'ailleurs, le pays fort indépendant. Les villes alsaciennes gardèrent leur liberté de conscience et leurs institutions. Rien n'était changé. Une petite garnison française à la charge du roi assurait la défense des villes.

À la paix de Westphalie qui termina la guerre de Trente ans, le protectorat français qui n'était que provisoire se transforma en annexion définitive. L'Allemagne céda, en 1648, l'Alsace au roi de France, en toute souveraineté, moins Strasbourg.

***

Après avoir échappé à l'absolutisme germanique, l'Alsace manifesta un instant d'appréhension devant l'absolutisme de la monarchie française. Son inquiétude ne fut pas longue. Le pays conserva toutes ses libertés, celle du culte notamment. Respectueux des traités, Louis XIV, malgré l'ardeur de sa foi, ne songea jamais à lui imposer la révocation de l'édit de Nantes, bien que plus de la moitié des Alsaciens fussent catholiques.

Nul impôt ne fut établi. La douane française ne s'étendit pas à l'Alsace. Les représentants du roi s'attachèrent seulement à unifier l'administration de la justice, des finances, à procurer au pays la paix, l'ordre et la sécurité. Il prospéra tellement que la population, réduite d'un tiers par les guerres, doubla rapidement.

***

La même politique libérale continua sous les successeurs de Louis XIV.

Progressivement et de plein gré, l'âme alsacienne s'imprégna de civilisation française, comme elle s'était jadis imprégnée de civilisation romaine. Nos idées et nos actes dirigèrent son évolution morale et l'agrégèrent de plus en plus à la grande patrie.

Les Allemands eux-mêmes, Gœthe notamment, reconnaissent qu'à la fin du XVIIIe siècle l'Alsace était complètement française.

La Révolution acheva de fondre son particularisme dans un

patriotisme national ardent. On connaît l'élan des volontaires alsaciens en 1792 et comment Strasbourg, la fameuse cité si longtemps retranchée dans sa politique locale, entonna la première l'hymne français, symbole des nouvelles aspirations des peuples.

Jusqu'en 1871, l'Alsace n'a plus d'histoire particulière. Son histoire est celle de la France, dont elle constituait l'une des plus dévouées provinces.

***

Pendant les cinquante années qui suivirent la guerre de 1871, l'Allemagne exerça sur l'Alsace un pouvoir absolu. Il pouvait se faire si doux et profitable au pays que ses habitants eussent souhaité rester sous la domination de leurs nouveaux maîtres.

On sait qu'il n'en fut rien et que l'Alsace dut subir une oppression tellement intolérable que 250.000 Français préférèrent quitter le pays que de la supporter. Ils furent remplacés par 300.000 Allemands qui ne parvinrent jamais, d'ailleurs, à se mêler au reste de la population.

Ni par la caserne, ni par l'école, ni par les institutions, l'Allemagne ne réussit à germaniser l'Alsace. Son insuccès dans les temps modernes s'avéra aussi complet que dans le passé. Il lui est donc impossible de prétendre avoir fait de l'Alsace, une terre allemande.

On sait avec quel enthousiasme les Alsaciens célébrèrent leur retour à la France. Le régime allemand leur était devenu odieux, non en raison des institutions germaniques, dont quelques-unes étaient excellentes, mais à cause de la dureté et de la brutalité des agents qui les appliquaient. Par suite de leur impuissance à comprendre les caractères d'autres races, les Allemands, ils le reconnaissent eux-mêmes, se sont toujours fait haïr des peuples qu'ils ont gouvernés, alors même que leur action économique rendait d'incontestables services.

Ce fut seulement en matière religieuse, si importante pour l'Alsace, que la domination germanique ne se montra pas oppressive. Espérant conquérir le peuple par l'influence du clergé, les Allemands élevèrent beaucoup les traitements des ministres du culte et respectèrent le Concordat régissant les rapports avec Rome.

Les enseignements de l'Histoire leur avaient appris qu'il ne fallait pas toucher aux croyances religieuses des peuples.

***

La France victorieuse ne fit pas d'abord preuve de la même sagesse.

Alors que la commission, chargée au moment de la paix de régler le statut religieux de l'Alsace-Lorraine, exigeait à sa tête un esprit impartial, on y plaça un des francs-maçons les plus notoirement intolérants, le président du convent maçonnique du Grand-Orient.

Les Alsaciens catholiques furent naturellement indignés d'un tel choix. Les passages qu'ils ont reproduits des discours de ce franc-maçon ne pouvaient laisser aucun doute sur ses opinions.

Aux Alsaciens qui tiennent essentiellement à ce que leurs enfants reçoivent une instruction religieuse et soient conduits à l'église par l'instituteur, l'intransigeant président de la commission déclarait qu'il faut « libérer l'école des confessions et le cerveau humain des illusions et du mensonge ». « Ni Dieu, ni maître », telle était sa formule.

Ces intolérantes conceptions sont des manifestations du terrible esprit jacobin qui, – en politique comme en religion, – a coûté si cher à la France.

Le jacobin, se croyant détenteur de la vérité pure, prétend l'imposer par la force dès qu'on lui en donne le pouvoir. Les dieux qu'il adore dans les temples francs-maçonniques sont les seuls vrais dieux et il ne saurait en tolérer d'autres. Possesseur de certitudes éclatantes, il n'admet pas qu'on les nie et considère comme un devoir d'extirper l'erreur. De là l'intolérance farouche qui les domine.

Après quelques mois d'essais, il fallut bien reconnaître que la mentalité jacobine était inapplicable à l'Alsace.

Il était déjà un peu tard. C'est le jour même du traité de paix qu'on aurait dû protéger l'Alsace contre la mentalité jacobine en confiant l'administration de l'Alsace à des Alsaciens.

Je ne crois pas nécessaire d'expliquer ici pourquoi. L'Alsacien entend rester Alsacien. Il tient à ce qu'on respecte sa foi religieuse, ses écoles et ses usages.

Si nous voulons que l'Alsace ne regrette pas l'Allemagne, la France ne doit y envoyer que des administrateurs entièrement libérés d'esprit jacobin.

Chapitre VII. La situation financière actuelle. Quels sont

les peuples qui paieront les frais de la guerre ?

Le déséquilibre actuel du monde n'a pas pour seule origine des erreurs psychologiques. Il a aussi pour cause toute une série d'illusions d'ordre économique et d'ordre juridique aussi.

Le droit et la justice représentent des créations humaines que la nature ne connaît pas. C'est même parce qu'elle les ignore que ses progrès ont pu être réalisés.

Les lois naturelles fonctionnent avec la régularité d'un engrenage. Nous protestons contre leur rigueur quand elles s'opposent à nos sentiments, mais ces protestations sont vaines.

Jamais époque ne fut soumise autant que la nôtre aux lois économiques. Jamais pourtant les peuples ne se sont autant insurgés contre elles.

L'Europe assiste précisément aujourd'hui à une conflagration violente entre les nécessités économiques et les sentiments de droit et de justice que viennent heurter ces lois.

Le problème des réparations est l'origine de ce conflit. Conformément à nos conceptions du droit et de la justice, les Allemands doivent réparer leurs dévastations. Mais les lois économiques qui régissent l'interdépendance actuelle des peuples ont une telle force que non seulement des réparations complètes sont à peu près impossibles, mais que les frais qu'elles entraîneraient, au lieu de retomber sur les vaincus, frapperaient non seulement les vainqueurs mais encore des neutres étrangers à la guerre.

Quelques brèves explications suffiront à justifier ces assertions.

***

Remarquons d'abord que les suivantes explications s'appliquent à l'état actuel de l'Allemagne, mais nullement à son état antérieur, au moment de l'armistice.

On raconte qu'après avoir entendu le maréchal Foch exposer les conditions de l'armistice, un des délégués germaniques demanda timidement quelle somme l'Allemagne aurait à verser. Le généralissime fut bien obligé de répondre que son gouvernement ne lui avait donné aucune instruction à ce sujet.

On sait aujourd'hui que, redoutant une capitulation de son armée et l'entrée des troupes alliées à Berlin, l'Allemagne était disposée à des versements de sommes considérables, qu'elle eût obtenues soit de ses industriels dont la fortune n'avait pas été atteinte, soit d'un emprunt étranger. Cet emprunt eût été facilement souscrit car, si les Allemands étaient militairement vaincus, leur crédit commercial ne se trouvait pas ébranlé. Pendant les pourparlers de paix elle offrit cent milliards.

Cette période passée, les Allemands songèrent aux moyens permettant de se soustraire aux paiements. Par le procédé de l'inflation, ils réussirent à annuler presque totalement la valeur de leurs billets de banque et rendre ainsi impossible tout paiement.

Dans un de ses discours, notre ministre des finances, M. de Lasteyrie, résumait ainsi la situation actuelle :

« Pendant quatre ans, l'Allemagne n'a cherché qu'à gagner du temps, qu'à dissocier l'entente entre les Alliés. Jamais, à aucun moment, elle n'a eu l'intention de nous payer.

Dans le temps même où elle se prétendait incapable de nous payer, elle trouvait des milliards pour développer son outillage économique, reconstituer sa marine marchande, construire des lignes de chemins de fer et des canaux, développer et embellir ses villes.

À la fin de l'année dernière, elle a demandé un moratorium de plusieurs années sans offrir en retour le moindre gage aux Alliés. Si nous avions eu la folie de l'accepter, il eût été pour notre pays un véritable désastre. Y a-t-il, d'ailleurs, des hommes assez naïfs pour se figurer que si l'Allemagne avait trouvé ce moyen de rester plusieurs années sans nous payer, elle aurait consenti ultérieurement, quand elle se serait reconstituée, à reprendre les paiements ?

Si le plan de l'Allemagne avait réussi, quelle eût été la situation de nos deux pays ? L'Allemagne, par la faillite du mark, aurait répudié sa dette intérieure ; par la faillite des réparations, elle aurait supprimé sa dette extérieure. Déchargée du poids écrasant des dettes de guerre qui pèse lourdement sur tous les anciens belligérants, elle se serait trouvée dans une situation économique incomparable. Sur tous les marchés du monde, elle aurait régné en maître. Par sa concurrence impitoyable, elle aurait ruiné le commerce extérieur de la plupart des États et provoqué dans le monde entier une crise terrible de chômage.

Pendant ce temps, la France qui aurait tenu à honneur de faire face à ses engagements, qui aurait eu à supporter la charge écrasante de ses réparations, se serait trouvée avec une dette de plusieurs centaines

de milliards. Écrasés d'impôts, le commerce, l'industrie, l'agriculture auraient été paralysés dans leur relèvement. Était-ce le droit ? Était-ce la justice ? »

***

Ces réalités devenues évidentes aujourd'hui à tous les yeux n'étaient pas très difficiles à prévoir. Cependant, aucun des diplomates présidant à nos destinées pendant la rédaction du Traité de paix n'a vu que l'Allemagne, très solvable au moment de l'armistice grâce aux emprunts qu'elle pouvait alors facilement contracter, chercherait plus tard à se soustraire aux annuités imaginées par des diplomates assez naïfs pour croire possible d'obliger un peuple à payer pendant quarante ans un tribut annuel considérable.

Ce ne fut qu'après les quatorze conférences réunies pendant quatre ans que ces diplomates commencèrent à comprendre la politique allemande. Elle fut, d'ailleurs, soutenue par l'Angleterre qui se souciait peu de voir l'argent allemand passer dans des mains françaises au lieu d'être versé dans les caisses du commerce britannique..

Revenue de ses illusions la France se décida à l'occupation de la Ruhr, mais la situation économique de l'Europe avait singulièrement changé.

Cette occupation, qui donnera peut-être à la France la sécurité, ne semble pas devoir lui fournir beaucoup de réparations.

***

Les événements ont, en effet, tourné de telle façon que les Alliés, malgré toutes les pressions qu'ils pourront exercer, ont bien peu de chance d'obtenir aucune réparation.

Pour le montrer nous devrons d'abord donner quelques indications sur la situation financière de certains pays.

Remarquons en premier lieu que le problème des réparations ne constitue nullement l'unique cause des bouleversements économiques de l'Europe comme le prétendent les Anglais et que, si les Allemands payaient leurs dettes, notre budget ne reprendrait pas pour cela son ancien équilibre comme on le croit généralement.

Dans un discours prononcé au Sénat le 5 novembre 1922, M. le sénateur Bérenger faisait observer que l'ensemble de nos dettes (dette publique, 337 milliards ; réparations, 132 milliards, etc.) se montait à 475 milliards, et il ajoutait :

« Si l'on balance ce passif et cet actif, on s'aperçoit que, même si l'Allemagne exécutait ses obligations et si les gouvernements étrangers nous payaient leurs dettes, l'État français se trouverait encore devant un passif final de 415 - 129 = 346 milliards de francs-papier au cours du jour. »

***

Quelle est et quelle sera prochainement notre situation financière ?

Elle n'apparaît pas brillante, bien qu'il soit difficile de dire à quel chiffre exact se monte le total de nos dettes.

Pour dissimuler un peu la sinistre grandeur de notre budget de dépenses, il a été divisé en budget ordinaire, budget extraordinaire et budget dit recouvrable.

Le total de ces chiffres donne une dépense annuelle d'environ 44 milliards, alors que les impôts ne produisent pas la moitié de cette somme. Le déficit est, on le voit, formidable.

Le déficit annuel de nos recettes accroît rapidement le chiffre de notre dette.

Sur le détail de nos dépenses, le ministre des Finances donnait en avril 1923 les chiffres suivants : les crédits pour les arrérages des emprunts ont décuplé depuis 1913, passant de 1 milliard 355 millions à 13 milliards 406 millions et constituant ainsi, pour l'exercice 1922, une somme supérieure à la moitié du chiffre total des dépenses. « C'est à cet élément intangible qu'il convient d'attribuer la cause principale de l'accroissement du budget. »

Les charges militaires se montaient en 1919 à 18 milliards 185 millions, se réduisent en 1920 à 7 milliards 648 millions, en 1921 à 6 milliards 312 millions et en 1922 à 5 milliards 341 millions.

Les dépenses des administrations civiles, qui atteignaient en 1920 11 milliards 377 millions, sont encore, en 1922, de 7 milliards 328 millions.

Tous ces chiffres montrent que même si l'Allemagne payait la

totalité des annuités qui lui sont réclamées, le déficit annuel de notre budget resterait terriblement élevé.

***

On a mis longtemps à reconnaître que la formule tant répétée : « L'Allemagne paiera », avec laquelle on prétendit parfois justifier les plus inutiles dépenses, constituait une illusoire espérance.

Étant prouvé maintenant que, toute la dette allemande payée, comme je le montrais à l'instant, notre budget serait encore en déficit, il a bien fallu chercher autre chose.

Accroître l'exploitation de nos richesses naturelles et réduire nos dépenses représente la seule solution possible du problème.

En attendant qu'elle s'impose à tous les esprits, on vivra d'expédients. Grâce à la facilité d'imprimer des billets de banque sans garantie métallique, les dépenses grandissent toujours, et les ministres opposent une résistance très faible à une course vertigineuse vers des catastrophes financières qui ne se réparent pas.

L'exemple de l'Angleterre, dont le budget de 1923 s'équilibrait avec un excédent de plusieurs milliards, grâce surtout à la compression des dépenses par un gouvernement assez fort pour imposer sa volonté au Parlement, n'a pas encore trouvé d'imitateurs en France.

***

L'Empire britannique, malgré sa prospérité, souffre cependant de l'anarchie économique qui pèse sur l'Europe. Les produits alimentaires que l'Angleterre consomme et les matières premières nécessaires à ses industries lui viennent presque exclusivement du dehors. Elle paie ce qu'elle achète par l'exportation de produits manufacturés. Quel que soit, d'ailleurs, le mode de paiement employé, une marchandise quelconque ne s'obtient, en dernière analyse, qu'en échange d'autres marchandises.

Ces produits manufacturés – véritable monnaie de l'Angleterre – n'ont de valeur utilisable que s'ils trouvent des acheteurs et l'Angleterre a perdu l'une de ses meilleures clientes, l'Allemagne. C'est pourquoi elle s'efforce par tous les moyens, même aux dépens de la France, de restaurer la situation économique de son ancienne cliente.

En attendant, elle cherche d'autres acheteurs, mais comme elle trouve sur les marchés étrangers des concurrents vendant moins cher, il lui faut réduire ses prix de vente, et par conséquent ses salaires, ceux des mineurs notamment.

Cette nécessité provoqua, pendant trois mois, une coûteuse grève des mineurs. Céder aux grévistes aurait eu pour conséquence fatale la ruine commerciale de l'empire britannique.

Ce seul exemple suffirait à montrer la force de certaines lois économiques et l'impossibilité de lutter contre elles.

***

Jamais les peuples ne se sont autant détestés qu'aujourd'hui. Si la volonté suffisait à faire périr les hommes, l'Europe serait un désert.

Ces haines dureront jusqu'au jour précis où l'opinion générale admettra que les hommes ont plus d'intérêt à s'aider qu'à s'égorger.

Dès avant la guerre, l'évolution des industries et du commerce dont elles sont la base avait fait du domaine économique européen un tout homogène, sans que les gouvernants se fussent rendu compte de ce phénomène. Chaque État européen est pour les autres États d'une importance vitale comme producteur ou comme débouché. Aucun État européen ne peut être ruiné sans que les autres ne soient lésés.

Aujourd'hui ces réflexions se généralisent même chez les Allemands. Mais, pendant la guerre, ils professaient des idées fort différentes et se souciaient très peu de l'interdépendance des peuples, lorsque leur principale préoccupation, en Belgique et en France, était de détruire les usines et les mines dont les produits leur faisaient souvent concurrence. M. Beyens, ancien ministre des Affaires Étrangères de Belgique, rapporte que le baron Bissing, gouverneur allemand de la Belgique, fit tout son possible pour ruiner entièrement l'industrie belge. « Ils pillèrent sans vergogne, dit-il, le matériel de nos usines au profit de leurs concurrents germaniques, et l'on en détruisit de fond en comble les charpentes métalliques. »

***

Tous les procédés imaginés pour amener l'Allemagne à se libérer conduisent à cette conséquence paradoxale que ce seront les Français et les étrangers qui, finalement, paieront la dette allemande.

À défaut de l'argent qui lui manque, l'Allemagne paie les vivres et les matières premières dont elle a besoin au moyen de ses produits manufacturés et se crée ainsi des ressources.

Avec l'excédent de ses exportations elle aurait pu payer ses dettes. Mais elle eût été alors amenée à une surproduction dont les conséquences furent très bien marquées dans un discours prononcé à Manchester par un ministre anglais. Il disait :

« Si l'Allemagne, pendant les quarante ou cinquante ans à venir, pouvait payer ses dettes, elle se rendrait par là même maîtresse de tous les marchés de l'univers. Elle deviendrait la plus grande nation exportatrice dont il ait jamais été fait mention, – presque la seule nation exportatrice du globe.., Et si, pendant les quarante ou cinquante ans qui vont suivre les ÉtatsUnis d'Amérique devaient recevoir tout ce qui leur est dû, ils assisteraient, du même coup, à un déclin marqué de leur commerce d'exportation. Ils verraient leur population privée d'une grande partie de ses arts et de ses industries les plus essentiels. Ils verraient se rompre tout l'ensemble de leur économie nationale. L'Allemagne, la nation débitrice, manifesterait une activité malsaine ; les États-Unis, la nation créancière, une stagnation également malsaine. »

Toutes ces évidences émergent lentement du chaos des erreurs économiques où le monde est plongé.

***

Si l'Allemagne s'acquittait de sa dette en livrant à la France des marchandises en nombre forcément élevé par suite de l'importance de cette dette, notre pays posséderait un tel excédent de produits allemands, que nos industriels seraient obligés de ralentir ou supprimer leurs fabrications. D'où appauvrissement et chômage général. Un paiement en marchandises conduirait donc la France à perdre d'un côté ce qu'elle recevrait de l'autre.

Pour éviter cette trop visible conséquence, on s'était décidé à établir au profit des Alliés un impôt de 12 % sur les exportations allemandes. Cela signifiait, naturellement, que le prix de vente des marchandises exportées se trouvait majoré de 12 %. Tous les acheteurs de produits allemands, quelle que fût leur nationalité, les payaient donc 12 % plus cher qu'auparavant. Il est bien visible que ce n'étaient pas alors les

Allemands, mais les acheteurs de tous pays, qui paieraient une partie des indemnités destinées aux réparations.

On a proposé encore et il n'a peut-être été rien proposé de meilleur, d'obliger les grands industriels allemands à céder un certain nombre des actions de leurs usines, le tiers, par exemple. Mais, ces actions ayant déjà des propriétaires, le gouvernement allemand serait obligé d'indemniser ces derniers. Alors, comme précédemment, le prix des marchandises fabriquées se trouverait augmenté, et ce seraient toujours les consommateurs étrangers qui contribueraient à solder la dette germanique.

Toutes ces incidences avaient d'abord échappé au public, aussi bien, d'ailleurs, qu'aux dirigeants. Elles sont mieux comprises aujourd'hui. L'opinion étrangère à cet égard se trouve clairement exprimée par l'extrait suivant d'un grand journal américain :

« L'addition de la taxe de 12 % étend un tarif protectionniste sur toutes les nations qui reçoivent d'Allemagne des marchandises. C'est une taxe levée sur le consommateur américain pour toutes les exportations allemandes qui débarquent ici ; mais elle va dans le trésor des Alliés, lorsque l'Allemagne l'a recueillie, et non point dans le trésor des États-Unis, comme le serait une taxe analogue imposée par notre propre fiscalité. Cette taxe aura pour effet d'augmenter les prix et de diminuer les exportations. »

***

Toutes les constatations qui précèdent, si désagréables soient-elles, méritent d'être méditées. Elles fourniraient à la Société des Nations des arguments contre la guerre d'un bien autre poids que les vagues dissertations humanitaires qui occupent ses séances.

Les répercussions que nous venons d'examiner montrent, en effet, sans contestation possible qu'en raison de l'interdépendance croissante des peuples, lorsqu'une nation est vaincue, ce sont les autres qui se trouvent forcés de payer l'indemnité qu'elle doit au vainqueur.

Cette nécessité, créée par l'évolution économique du monde, était inconnue autrefois. Les grands peuples s'enrichissaient alors par des conquêtes. À l'époque romaine, les sommes prélevées sur les vaincus constituaient une portion notable du budget.

Après la seconde guerre punique, Carthage, suivant Ferrero, versa aux Romains 55 millions de francs, chiffre énorme pour l'époque. Paul

Émile, vainqueur de Persée, lui fit payer, au témoignage de Pline, 57 millions. Les vaincus étaient, d'ailleurs, dépouillés de la totalité de ce qu'ils possédaient. Marcellus ayant pris Syracuse, s'empara de tous les objets précieux que contenait la grande cité.

Il n'y a pas longtemps que cet âge héroïque est clos ; mais il l'est pour toujours. Les peuples pourront lutter encore, soit pour conquérir l'hégémonie comme l'Allemagne, soit pour conserver leurs foyers comme les Turcs, mais ils ne sauraient plus désormais s'enrichir aux dépens du vaincu.

Si la Société des Nations cherchait une inscription pour orner le fronton de son palais, je lui recommanderais volontiers celle-ci : « Toutes les guerres modernes sont aussi ruineuses pour le vainqueur que pour le vaincu ». Si l'inscription semblait trop courte, on la complèterait en ajoutant : « C'est sur tous les peuples que retomberont, désormais, les frais d'une guerre entreprise par l'un d'eux. Ils ont donc intérêt direct à s'associer pour empêcher de nouveaux conflits »

Répéter aux hommes de s'aimer les uns les autres est un conseil que les peuples ne pratiquèrent jamais. « Aidez-vous les uns les autres dans votre propre intérêt » est une maxime qui pourrait transformer le monde si elle descendait dans les cœurs après avoir converti les esprits.

À propos de cette édition électronique

Ce livre électronique est issu de la bibliothèque numérique Wikisource[1]. Cette bibliothèque numérique multilingue, construite par des bénévoles, a pour but de mettre à la disposition du plus grand nombre tout type de documents publiés (roman, poèmes, revues, lettres, etc.)

Nous le faisons gratuitement, en ne rassemblant que des textes du domaine public ou sous licence libre. En ce qui concerne les livres sous licence libre, vous pouvez les utiliser de manière totalement libre, que ce soit pour une réutilisation non commerciale ou commerciale, en respectant les clauses de la licence Creative Commons BY-SA 3.0[2] ou, à votre convenance, celles de la licence GNU FDL[3].

Wikisource est constamment à la recherche de nouveaux membres. N'hésitez pas à nous rejoindre. Malgré nos soins, une erreur a pu se glisser lors de la transcription du texte à partir du fac-similé. Vous pouvez nous signaler une erreur à cette adresse[4].

Les contributeurs suivants ont permis la réalisation de ce livre :

- Le ciel est par dessus le toit
- Recyclage
- Phe-bot
- YannBot
- Cunegonde1

---

1. ↑ http://fr.wikisource.org
2. ↑ http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/deed.fr

3. ↑ http://www.gnu.org/copyleft/fdl.html
4. ↑ http://fr.wikisource.org/wiki/Aide:Signaler_une_erreur